

Brochure n° 3193

Convention collective nationale  
**BÂTIMENT**  
IDCC : 1596. – **Ouvriers**  
**(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)**

---

Brochure n° 3258

Convention collective nationale  
**BÂTIMENT**  
IDCC : 1597. – **Ouvriers**  
**(Entreprises occupant plus de 10 salariés)**

---

ACCORD DU 29 MARS 2019  
RELATIF AUX SALAIRES MENSUELS MINIMAUX  
AU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2019  
(NORMANDIE)  
NOR : ASET1950793M  
IDCC : 1596, 1597

---

Entre :  
SCOP BTP OUEST ;  
CAPEB Normandie ;  
FFB Normandie,

D'une part, et  
FG FO ;  
URCB CFDT ;  
UR CFTC Normandie,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

En application des articles XII-8 et XII-9 des conventions collectives nationales du bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1597) et les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations représentatives d'employeurs

et de salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Normandie.

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel<sup>(1)</sup>, les parties conviennent de déterminer les barèmes de salaires minimaux des ouvriers du bâtiment dans le périmètre géographique des nouvelles régions, dans le cadre de l'accord de convergence signé le 29 mars 2019.

## Article 2

Pour la région Normandie, les parties signataires du présent accord, par dérogation à l'article XII.8 des conventions collectives nationales des ouvriers du bâtiment du 8 octobre 1990, concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 d'une part, et par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 d'autre part, et prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

- pour les départements du Calvados (14), de la Manche (50) et de l'Orne (61) à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

*(En euros.)*

CATÉGORIE PROFESSIONNELLE	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL MINIMAL (pour 35 heures hebdomadaires)	TAUX HORAIRE
<b>Niveau I</b>			
Ouvriers d'exécution :			
– position 1	150	1 522,50	10,04
– position 2	170	1 548,74	10,21
<b>Niveau II</b>			
Ouvriers professionnels	185	1 607,70	10,60
<b>Niveau III</b>			
Compagnons professionnels :			
– position 1	210	1 772,55	11,69
– position 2	230	1 904,56	12,56
<b>Niveau IV</b>			
Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe :			
– position 1	250	2 058,46	13,57
– position 2	270	2 191,88	14,45

- pour les départements de l'Eure (27) et de la Seine-Maritime (76) à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

*(En euros.)*

CATÉGORIE PROFESSIONNELLE	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL MINIMAL (pour 35 heures hebdomadaires)	TAUX HORAIRE
<b>Niveau I</b>			
Ouvriers d'exécution			
– position 1	150	1 522,50	10,04
– position 2	170	1 534,90	10,12

(1) Loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, puis loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).

CATÉGORIE PROFESSIONNELLE	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL MINIMAL (pour 35 heures hebdomadaires)	TAUX HORAIRE
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 607,70	10,60
Niveau III Compagnons professionnels :			
– position 1	210	1 772,55	11,69
– position 2	230	1 904,56	12,56
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe :			
– position 1	250	2 043,96	13,48
– position 2	270	2 175,20	14,34

### Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à 10 salariés (visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de 10 salariés (non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 4

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé à la direction générale du travail et remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Caen.

### Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministre du travail.

Fait à Caen, le 29 mars 2019.

(Suivent les signatures.)